



MINISTÈRE DES ARMÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La ministre déléguée

Journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc

19 mars 2021

Geneviève DARRIEUSSECQ, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées,
chargée de la mémoire et des anciens combattants

La paix n'était pas encore là, mais une guerre de huit années allait s'achever. Un horizon se dessinait, celui de la sortie d'un conflit usant, âpre, déchirant et, à bien des égards, dramatique.

Et pourtant, si le règlement de la Guerre d'Algérie se profilait et malgré la fin officielle des hostilités, les violences et le cycle des représailles ne s'éteignirent pas, au contraire. Ils avaient et ils allaient encore endeuiller les deux rives de la Méditerranée.

Le 19 mars 1962, un tournant décisif fut pris. Il bouleversa la vie de millions de femmes et d'hommes, en France comme en Algérie. Pour des milliers de familles, il y eut un avant et un après.

Nous nous souvenons, aujourd'hui, qu'il y a cinquante-neuf ans, à midi, le cessez-le-feu était proclamé sur l'ensemble du territoire algérien en application des accords d'Evian, signés quelques heures plus tôt.

Ces accords annonçaient une nouvelle relation entre la France et l'Algérie. Dans ce temps de transition, au soulagement des uns faisait écho la détresse des autres, aux espérances qui grandissaient répondaient les blessures qui se creusent.

Pour des milliers de soldats, c'était la promesse d'un retour dans leurs foyers. Ils étaient des appelés et rappelés du contingent, des militaires de carrière, des forces de l'ordre de métropole et d'Afrique du Nord. Ils venaient de toutes les strates de la société. Près de 30 000 d'entre eux avaient été tués, près de 70 000 blessés.

Ceux qui en sont revenus sont souvent restés marqués par ce qu'ils ont vu, par ce qu'ils ont vécu, certains empreints par un sentiment de défaite. Aucun d'entre eux n'a oublié.

Pour les pieds noirs, les soldats membres des formations supplétives, les harkis, pour les Français

de toutes origines qui firent le choix de la France, les semaines qui suivirent furent celles de l'exil ou des représailles sanglantes, celle du déracinement, entre incompréhension et ignorance. En nombre, des Français d'Algérie quittèrent une terre aimée, souvent natale, pour commencer une vie nouvelle dans un pays pour beaucoup méconnu.

Aujourd'hui, nous nous souvenons également des civils, de toutes origines et de toutes confessions, victimes des violences, des exactions et des attentats. Nous nous rappelons de tous les disparus.

Ces événements ont bouleversé notre pays, notre société et nos institutions. Ils ont ébranlé notre Nation et nous le mesurons aujourd'hui encore. La mémoire de la guerre d'Algérie est plurielle, complexe, parfois encore brûlante. Incontestablement, nous sommes les héritiers de ce temps.

C'est pour cela que le président de la République souhaite que nous portions un regard de vérité sur notre histoire commune avec une volonté de rapprochement et de respect de chaque mémoire. A l'instar de cette journée nationale, la France reconnaît toutes les mémoires, n'en occulte aucune et travaille à construire une mémoire apaisée.

C'est aussi pour cela que nous devons continuer, inlassablement, à transmettre, à écouter et à valoriser les témoignages, à enseigner l'histoire de la guerre d'Algérie et en expliquer les faits et les événements. Il s'agit là d'un engagement pour notre cohésion nationale.